CONTRAINTES À L'AUTONOMISATION DES JEUNES DANS LE SECTEUR INFORMEL À BROBO (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE)

KOUABENAN Adjoumani Ismaël Ouattara (1), KOFFI Konan Franck Ezekiel (2), SANOU Baba Ibrahim (3)

(1) Doctorant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), adjoumleb02@gmail.com
(2) Doctorant, Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), franckezekielkonan302@gmail.com
(3) Docteur, Chercheur indépendant (Côte d'Ivoire), Sibrahima306@gmail.com

Résumé
Selon l'INS (2021), les jeunes représentent 75,6 % de la population ivoirienne, mais restent la couche sociale la plus affectée par le chômage. Face à cette situation, le secteur informel se présente comme une opportunité d'emploi pour ces derniers. Toutefois, ceux-ci dans l'exercice de leurs activités font face à des obstacles qui freinent leur autonomisation socioéconomique. La présente étude vise à analyser les contraintes qui inhibent l'autonomisation des jeunes dans le secteur informel à Brobo afin de proposer des stratégies d'amélioration. La méthodologie appliquée s'appuie sur l'observation directe, l'enquête par questionnaire et la recherche documentaire. L'observation directe a permis de saisir les conditions de travail des jeunes, les espaces occupés et les risques auxquels ils sont confrontés. Quant à l'enquête par questionnaire, elle a été réalisée auprès de 145 jeunes chefs d'activités. Les résultats de cette étude montrent que 65 % exercent leurs activités en bordure des voies en raison d'une insuffisance d'espaces commerciaux. Seulement 1 % des acteurs ont accès aux crédits bancaires et 97 % ne bénéficient pas d'une protection sociale. Toutes ces difficultés rencontrées freinent l'autonomisation des jeunes dans le secteur informel à Brobo.
Mots clés : Jeunes, activité informelle, autonomisation, contraintes, Brobo (Côte d'Ivoire).

CONSTRAINTS TO YOUTH EMPOWERMENT IN THE INFORMAL SECTOR IN BROBO (CENTRAL IVORY COAST)

Abstract
According to the INS (RGPH), 2021, young people represent 76,5 % of the Ivorian population, but remain the social group most affected by unemployment. Faced with this situation, the informal sector presents itself as an employment opportunity for them. However, in carrying out their activities, they face obstacles that hinder their socioeconomic empowerment. This study aims to analyse the constraints that inhibit and obstacles related to the empowerment of young people in the informal sector in Brobo in order to propose improvement strategies. The methodology applied is based on direct observation and a questionnaire survey. Direct observation made it possible to understand the working conditions of young people, the spaces occupied, and the risks faced by young people. As for the questionnaire survey, it was conducted among 145 young business managers to identify the obstacles related to their empowerment. To this end, the results of this study show that 65 % carry out their activities on the side of the road due to insufficient space. Only 1 % of players have access to bank loans and 97 % do not benefit from social protection. All these difficulties encountered hinder the empowerment of young people in the informal sector in Brobo.
Keywords: Young people, informal activity, empowerment, constraints, Brobo (Ivory Coast)

Introduction

La question de l'employabilité des jeunes constitue une préoccupation majeure pour tous les gouvernants. En Côte d'Ivoire cette question est au cœur des politiques publiques de l'État en matière de développement. Plusieurs actions ont été initiées en faveur des jeunes dont le Programme Jeunesse du Gouvernement et la mise en place des structures telles que l'AGEPE (Agence d'Étude et Promotion de l'Emploi), l'AGEFOP (Agence Nationale de la Formation Professionnelle) et l'Agence Emploi Jeunes la plus récente en 2015 afin d'aider à la formation et l'insertion de ces derniers. En dépit de ces politiques d'insertion, fort est de constater que l'emploi en Côte d'Ivoire est majoritairement informel (88,46 %) et constitue une zone de refuge pour les jeunes vivants en milieu urbain (Y. J-A. ASSUÉ *et al.* 2023, p24). Toutefois, si ce secteur offre des opportunités d'insertion, il est également marqué par des limites structurelles, sociales et institutionnelles qui freinent le processus d'autonomisation des jeunes. Ce sujet pose le problème des contraintes limitant l'autonomisation des jeunes dans le secteur informel à Brobo.

Cet article analyse les principales contraintes auxquelles les jeunes font face afin de proposer des pistes pour une meilleure valorisation du potentiel de la jeunesse dans l'économie informelle.

1. Méthodologie

1.1. Présentation de la zone d'étude

Le cadre choisi pour cette étude est la ville de Brobo. C'est une localité située au centre de la Côte d'Ivoire. Elle se localise entre les 7°38 et 7°39 de latitudes Nord, 4°49 et 4°50 de longitudes Ouest. Elle s'étend sur une superficie de 1300 km² avec une population estimée à 12 764 habitants (INS, 2021). Située dans la région du Gbêkê, la ville de Brobo à l'instar des autres villes de la Côte d'Ivoire a été impactée par les effets néfastes de la crise économique mondiale de 1980 et de la crise militaro-politique de 2002 avec pour corollaire le recul de l'emploi formel. Ce qui a induit à une informalisation de son économie. Selon K.C. KOUAKOU et *al*. (2025, p31), la population locale en âge de travailler est en croissance continue dans la ville de Bouaké. Elle est passée de 59 % à 78 % de la population entre 2013 et 2019. Cette population est majoritairement dominée par les jeunes de 16-35 ans. Toutefois, le faible niveau d'opportunités d'emplois amène les jeunes à s'orienter vers le secteur informel où ils exercent parfois des emplois précaires et mal rémunérés. Brobo, localité du département de Bouaké par sa proximité est confrontée aux mêmes réalités. Ce qui fait d'elle un cadre idéal pour cette étude. La figure 1 présente la ville de Brobo.

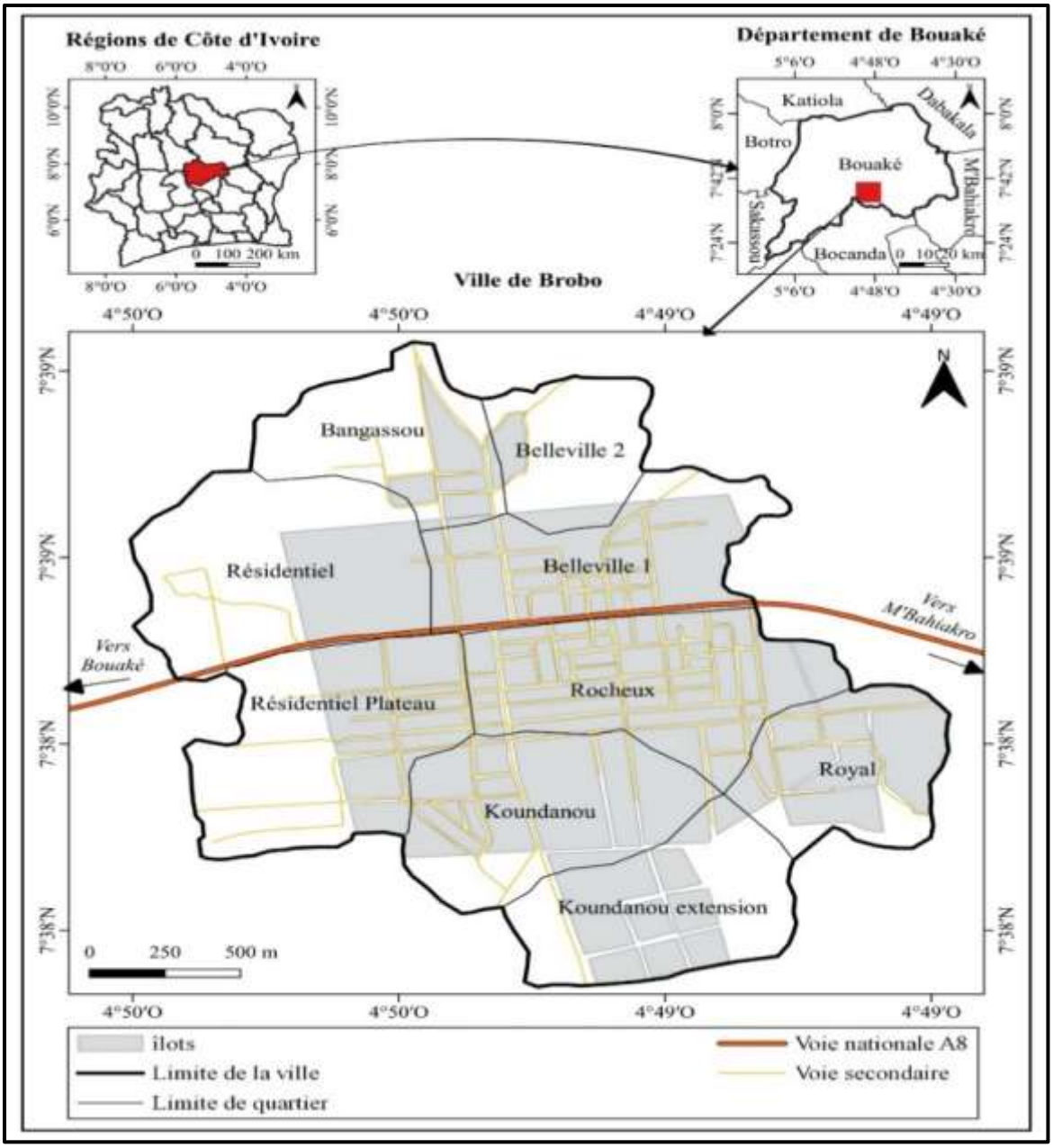


Figure 1 : Localisation de la ville de Brobo
Source : CNTIG, 2021, et INS, 2021

1.2. Technique de collecte de données

La technique de collecte des données s'appuie sur l'observation directe, la recherche documentaire et l'enquête par questionnaire. L'observation directe a permis de saisir les pratiques des acteurs, les espaces occupés et leur cadre d'exercice. Par la suite, il a été question de recenser les acteurs en raison d'inexistence de base de données auprès des structures locales (Mairie, Chambre des métiers, etc.). C'est au total 731 chefs d'activités informelles recensés, répartis dans quatre (4) quartiers tels que Bangassou, Plateau Résidentiel, Rocheux et Belleville 1. Ces quartiers ont été choisis sur la base des critères économique (forte centration des activités), démographique (forte densité de population) et géographique (meilleure répartition des activités sur l'espace). La

méthode du choix raisonné a permis d'interroger 20 % des acteurs recensés soit 145 jeunes chefs d'activités. Ce choix des 20 % se justifie par le principe de P. N'DA (2015, p102) selon lequel un échantillon est représentatif à condition qu'il représente au moins 10 % de la population cible. Quant au choix des acteurs informels interrogés, il s'est fait de façon aléatoire tout en tenant compte du critère de représentativité des activités menées et le genre. Ainsi, les acteurs qui ont été pris en compte sont ceux dont l'âge est compris entre 15 et 35 ans. Ainsi, le tableau 1 présente la répartition des acteurs enquêtés.

Quartiers enquêtés	**Nombre d'acteurs recensés**	**Nombre d'acteurs enquêtés**	**Proportion d'acteurs enquêtés (%)**
Bangassou	27	5	3
Belleville 1	347	69	48
Plateau Résidentiel	66	13	9
Rocheux	290	58	40
Total	731	145	100

Tableau 1 : Répartition des acteurs enquêtés
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

On observe sur ce tableau que les quartiers Belleville 1 et Rocheux regorgent une forte densité d'acteurs. Cela est lié au fait que les activités prolifèrent dans ces quartiers et ont un apport plus économique pour les acteurs. Ensuite viennent les quartiers Bangassou et Plateau résidentiel, où les acteurs sont moins présents. Pour le quartier Plateau Résidentiel, cela s'explique par le fait que les habitants de ce quartier ont un niveau de vie un peu élevé donc ils ne s'intéressent pas trop à ces activités. Quant au quartier Bangassou, il est marqué par de nouvelles installations, les activités sont donc moins présentes. Les données recueillies lors de cette enquête ont été traitées à l'aide de l'outil informatique. Les logiciels utilisés sont Word 2013, Excel 2013, Qgis3.24 et Sphinx.

2. Résultats

L'informel d'un point de vue économique et social est un secteur d'activités qui offre plusieurs opportunités d'emplois aux jeunes vivants en milieu urbain.

2.1. Caractéristiques du secteur informel

Le secteur informel en milieu urbain emploie une majorité de jeunes. Ces acteurs ont des profils sociodémographiques et économiques différents.

2.1.1. L'informel, un secteur d'activité dominé par l'artisanat

Le secteur informel dans la ville de Brobo se caractérise par une multitude d'activités. Les activités exercées sont l'artisanat, le commerce et les services. La figure 2 présente la répartition des acteurs par type d'activité.

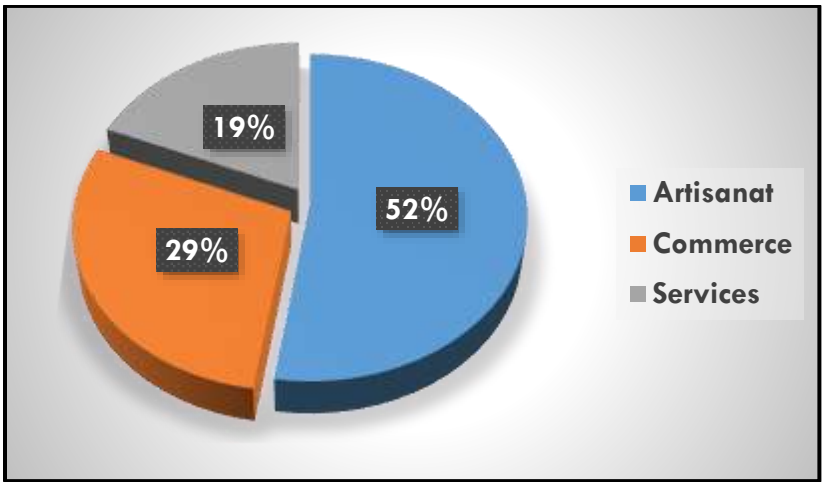


Figure 2 : Répartition des acteurs par type d'activité
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

On observe sur cette figure que les activités artisanales sont les plus dominantes, soit 52 %. Ensuite viennent les activités commerciales et de services avec des taux respectifs de 29 % et 19 %. Cette prédominance du secteur de l'artisanat est liée aux revenus importants qu'il génère. Les activités qui composent ce secteur sont la couture, la coiffure, la menuiserie, la tapisserie, etc. Quant aux activités commerciales, elles sont importantes, car la ville de Brobo est une zone rurale qui s'inscrit peu à peu dans un cadre urbain. Les populations s'adonnent à l'agriculture. L'activité économique rattachée à cette agriculture est le commerce du vivrier. Ces activités commerciales sont dominées par les denrées de première nécessité (banane, tomate, igname, attiéké…), de produits non consommables (téléphone portable, fourniture, ustensiles de cuisine, vêtements…). Les activités de service représentent 19 %, car peu d'acteurs s'intéressent à ce type d'activité. Les activités de service concernent les PME comme les lavages auto, les blanchisseries, les moulins ; les services informatiques (cyber), les services téléphoniques (cabine téléphonique, service mobile money) et le transport urbain (mototaxis, tricycles). La planche photographique 1 présente les différents types d'activités informels exercés à Brobo.

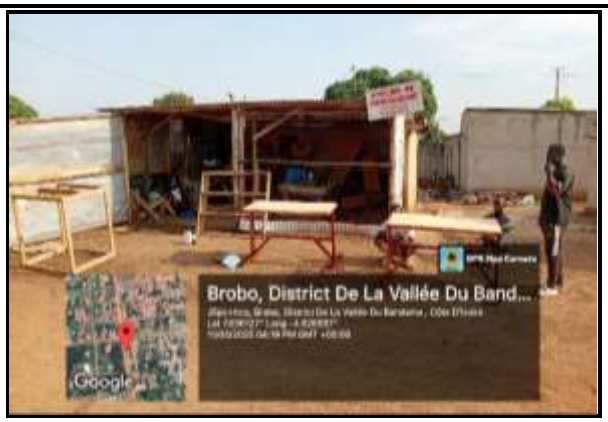


Photo 1a : Menuiserie (Artisanat)



Photo 1b : Vente de garba (Commerce)



Photo 1c : Lavage auto (Services)

Planche photographique 1 : Différents types d'activités informelles exercés à Brobo
Prise de vue : KONAN Franck E, mars 2025

Sur la photo 1, on observe une activité de menuiserie exercée par un chef d'activité et ses apprentis au quartier Rocheux. Quant à la seconde photo, elle présente un jeune vendeur de mets (garba) au quartier Plateau Résidentiel. Enfin sur la troisième photo, on observe un jeune dans un lavage de moto en pleine activité au quartier Belleville 1. Ces jeunes exercent ces différentes activités afin de subvenir à leurs besoins.

2.1.2. L'informel, un secteur dominé par des acteurs d'un niveau d'instruction élevé

Le secteur informel dans la ville de Brobo est composé d'acteurs de niveau d'instruction varié. Qu'ils soient diplômés ou non, tous s'investissent dans les activités informelles afin de s'y occuper. Cela est mis en évidence par la figure 3.

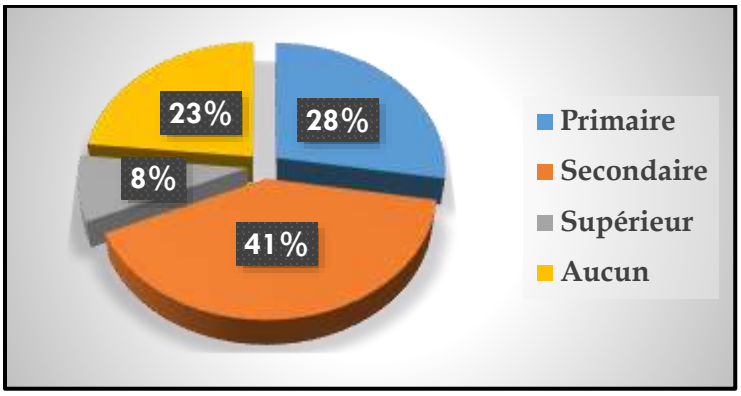


Figure 3 : Niveau d'instruction des acteurs informels
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

Cette figure montre que les acteurs d'un niveau d'instruction secondaire sont les plus nombreux soit un taux de 41 %. Ils sont suivis des acteurs d'un niveau primaire et d'un niveau supérieur, avec des taux respectifs de 28 % et 8 %. Enfin viennent les acteurs sans niveau d'instruction qui représentent 23 % des enquêtés. Les acteurs d'un niveau secondaire sont munis certains du BEPC et d'autres du Bac. Les acteurs munis du BEPC sont présents dans ces activités afin d'aider les parents avec les frais et fournitures scolaires pour les rentrées académiques prochaines. Ils exercent ces activités durant les périodes de congés et/ou de vacances. Quant aux acteurs diplômés du bac, ils exercent ces activités afin de pouvoir se prendre en charge le temps d'avoir un emploi dans une structure moderne privée ou d'être admis à un concours. Il en est de même pour les personnes d'un niveau d'étude supérieure. Par ailleurs il faut souligner que la ville de Brobo fait face à une crise de l'emploi formel. Les acteurs n'ont d'autres choix que de s'orienter vers ce secteur immédiat qui est l'informel. Ceux d'un faible niveau d'instruction sont liés au fait qu'ils sont déscolarisés ou ne sont jamais allés à l'école. N'ayant aucun diplôme l'accès à un emploi formel est difficile. Ils n'ont d'autres choix que de s'insérer dans ce secteur afin de fuir le chômage et se prendre en charge. Ce secteur est donc un refuge économique pour les jeunes de Brobo.

2.2. Le secteur informel, un secteur d'embauche et d'insertion des jeunes

Le secteur informel dans la ville de Brobo absorbe une main-d'œuvre juvénile importante à travers les revenus qu'il génère. C'est ce qui pousse ces jeunes à s'orienter dans ce secteur d'activité.

2.2.1. Poids des jeunes dans le secteur informel

Le secteur informel dans la ville de Brobo emploie une proportion importante de jeunes. Et cela est mis en évidence par la figure 4.

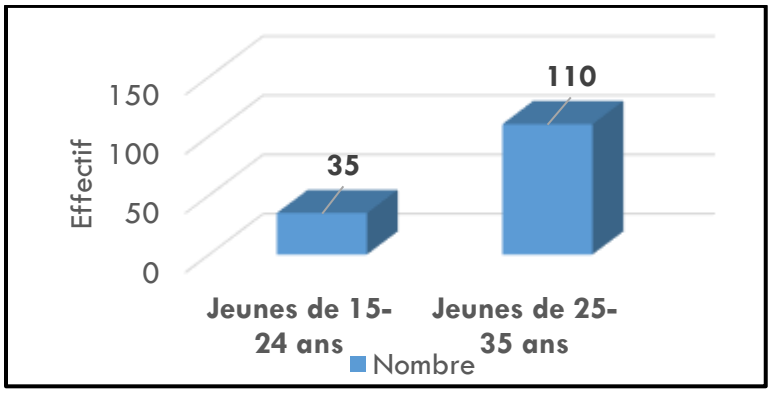


Figure 4 : Structure selon l'âge de la population jeune à Brobo
Source : Enquêtes de terrain, 2025

De ce graphique, il ressort que les jeunes âgés de 15 à 35 ans sont les plus nombreux. Ils représentent 76 % des acteurs. Cela est lié au fait qu'à cet âge la majorité des jeunes a terminé les études ou les ont abandonnées et se doit de trouver un moyen de subsistance, ce qui les pousse vers l'informel. En outre la plupart à cet âge est souvent mariée ou a des enfants. Ils sont donc dans l'obligation d'avoir un revenu rapidement. Ils ne peuvent plus dépendre de la famille. Face à cette situation le secteur immédiat qui s'offre à eux est l'informel. Par ailleurs, dans les représentations locales, ceux-ci sont considérés comme des adultes. Travailler est perçu comme une responsabilité normale. Quant aux acteurs âgés de 15 à 24 ans, ils représentent 24 %. Leur faible présence est liée au fait que beaucoup sont encore dans le système scolaire ou en formation. En outre, pour ces derniers, l'informel est vu comme une solution provisoire (aide familiale, petits boulots) plutôt qu'un vrai engagement.

2.2.2. Revenus des jeunes du secteur informel

La présence des jeunes dans le secteur informel se justifie par les revenus qu'il génère. Ces revenus sont perçus par jour, semaine et mois. Dans le cadre de cette recherche, l'intérêt s'est porté sur les revenus mensuels. Ces revenus vont de moins de 75 000f à plus de 150 000f. Ainsi, le tableau 2 montre les revenus mensuels des acteurs informels.

Revenus mensuels	**Effectif**	**Proportion (%)**
Moins de 75.000f	76	52
De 75.000-150.000f	50	35
Plus de 150.000f	19	13
Total	145	100

Tableau 2 : Revenus mensuels des acteurs informels
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

Le tableau 2 présente les revenus mensuels des jeunes exerçants des activités informelles à Brobo. L'analyse de ce tableau montre que la plupart des jeunes gagnent par mois moins du SMIG qui

est de 75 000 FCFA. Ceux-ci représentent 52 % soit 76 acteurs. Après eux viennent ceux dont les revenus mensuels sont compris entre 75 000 FCFA et 150 000 FCFA, représentant 35 % soit 50 acteurs. Enfin viennent les jeunes qui gagnent plus de 150 000 FCFA par mois. Ces derniers représentent 13 % soit 19 acteurs. La majorité des acteurs gagnent moins du SMIG en raison du faible pouvoir d'achat des populations, car la clientèle locale est majoritairement rurale. En outre, Brobo est une petite ville avec une faible demande pour les activités informelles. Par ailleurs, les activités pratiquées sont de petites tailles marquées par une faible valeur ajoutée. Les acteurs ayant un revenu mensuel supérieur au SMIG sont ceux qui exercent des activités à forte demande telles que le transport (mototaxi), la téléphonie (mobile money), l'informatique (cyber). En outre, certains acteurs ont une bonne réputation dans l'exercice de leurs activités. Ces derniers arrivent à fidéliser la clientèle et à appliquer des tarifs plus élevés. D'autres par contre cumulent plusieurs métiers. Cependant, ces activités ne se pratiquent pas sans difficulté.

2.3. Contraintes limitant l'autonomisation socioéconomique des jeunes

Les revenus tirés des activités informelles permettent aux jeunes d'être autonomes au plan socioéconomique. Toutefois, ceux-ci dans l'exercice de leurs activités rencontrent des obstacles qui ralentissent leur processus d'autonomisation et de formalisation de leur emploi. Ces difficultés concernent le cadre d'exercice des activités, le manque d'accès aux crédits financiers et une absence de protection sociale.

2.3.1. Cadre d'exercice des activités

Les jeunes dans la pratique de leurs différentes activités manquent d'espace favorable. En effet, ne bénéficiant pas tous d'un espace dédié à exercer leurs activités, la plupart d'entre eux se retrouvent en bordure des voies. La figure 5 montre les différents lieux d'exercice des activités informelles des jeunes.

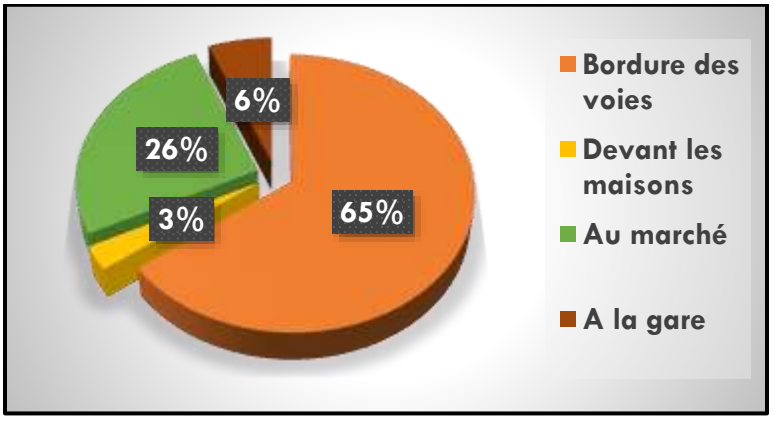


Figure 5 : Lieu d'exercice des activités informelles
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

L'observation montre que 65 % des jeunes exercent leurs activités en bordure des voies (voie bitumée, voies non bitumées) ainsi qu'à la proximité du marché à cause d'une insuffisance de place. Ces acteurs ont un capital faible donc ne peuvent avoir accès aux différents magasins construits par la mairie. Aussi, étant installés en bordure des voies, ils ont plus de visibilité dans l'exposition de leurs produits. En outre, l'installation à proximité du marché facilite l'accès rapide aux passants pressés qui ne rentrent pas dans le marché et augmente leur chance de vente. Cette

figure montre aussi que 26 % des jeunes sont installés au niveau du marché localisé au centre-ville, où les places sont limitées et payantes. Ces acteurs sont ceux qui ont les moyens ou des connaissances pour s'offrir un local. De plus, 6 % de ces jeunes pratiquent leurs activités à la gare afin d'avoir plus de clients lors du marché hebdomadaire du mardi. Quant au 3 % des acteurs installés devant les maisons, ce sont ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un local. Étant des zones de fort passage, cela garantit une meilleure visibilité et augmente les chances de vente.

2.3.2. Manque d'accès aux crédits financiers

Les acteurs informels dans la ville de Brobo ont démarré leurs activités à travers divers modes de financement. Il s'agit de l'autofinancement, le prêt, l'aide d'un ami et d'un membre de la famille. La figure 6 présente les divers modes de financement des jeunes.

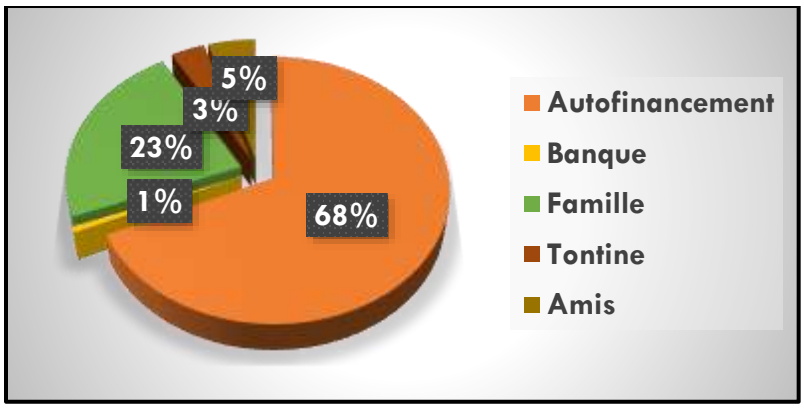


Figure 6 : Modes de financement des jeunes
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

Il ressort de cette figure que les jeunes ayant démarré leur activité avec fonds propre sont les plus nombreux, soit 68 %. Ces jeunes qui manquaient de moyens ont demandé de l'aide financier à certaines institutions financières ou autres bailleurs, mais sans gain de cause. En effet, ces derniers exigent des garanties que les acteurs n'ont pas. Ils étaient donc obligés de mener d'autres activités préalables afin de réunir les fonds possibles. En outre, la pratique de ces activités peut commencer avec des petits montants. Par ailleurs, utiliser ses fonds propres permet de démarrer l'activité immédiatement. Ceux-ci sont suivis des acteurs qui ont bénéficié d'un soutien financier de la part d'un membre de famille. Ils représentent 23 %. Certains ont été financés par des amis ou connaissances soit 5 %. D'autres par contre, ont démarré leurs activités grâce aux tontines communautaires, soit 3 %. Les jeunes ayant bénéficié d'un prêt bancaire pour démarrer leurs activités représentent seulement 1 %. Le prêt bancaire est faible, car ces activités n'ont pas de registre de commerce c'est-à-dire de documents attestant leur existence. En outre, leur épargne est faible, ce qui ne rassure pas les banques à leur prêter de l'argent. Par ailleurs les banques considèrent ces activités comme instables n'offrant aucune garantie. Cette difficulté d'accès aux crédits financiers inhibe l'autonomisation socioéconomique de ces jeunes, car elle les empêche d'agrandir leurs activités et d'exercer dans un cadre propice.

2.3.3. Absence de protection sociale

Les jeunes qui exercent des activités informelles dans la ville de Brobo ne bénéficient pas de protection sociale. Cela se perçoit à travers la figure 7 suivante.

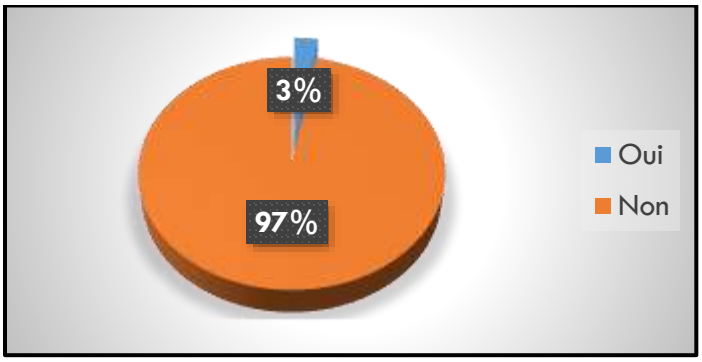


Figure 7 : Répartition des jeunes selon l'existence de sécurité sociale
Source : Enquêtes de terrain, mars 2025

La figure 6 montre que la majorité des acteurs ne bénéficient pas d'une protection sociale. Les acteurs déclarés représentent seulement 3 % tandis que ceux n'étant pas déclarés représentent 97 %. Cette faible déclaration se justifie par une méconnaissance de l'existence de la CNPS et de son fonctionnement. En effet, les acteurs moins instruits et analphabètes ne savent pas que cette institution existe. Les acteurs plus instruits le savent, mais décident de ne pas se déclarer, car ils n'ont pas besoin pour le moment. Aussi, les acteurs estiment leurs gains insuffisants, ne leur permettant pas de souscrire à une assurance maladie ou retraite. Ils préfèrent donc utiliser cet argent pour la consommation journalière (nourriture, logement, charges) et non anticiper les risques futurs. Par ailleurs, contrairement aux salariés du secteur formel, il n'existe pas toujours de mécanismes qui obligent les travailleurs informels à cotiser. Quant aux acteurs qui bénéficient d'une protection sociale, ils ont des revenus stables pour certains et suffisants pour assumer les cotisations sociales. Par ailleurs, d'autres acteurs sont plus instruits et mieux informés et comprennent l'importance de la couverture sociale et s'y engagent.

2.4. Perspectives d'amélioration de la situation socioéconomique des jeunes dans le secteur informel

Au regard des difficultés rencontrées par les jeunes dans l'économie informelle à Brobo, plusieurs pistes d'actions peuvent être menées. Sur le plan institutionnel, il apparait nécessaire de simplifier les procédures d'enregistrement des unités informelles, afin de garantir un accès aux dispositifs publics et à la protection sociale. Sensibiliser et former les acteurs sur la nécessité de régulariser leur activité. Aussi, il est très bénéfique de former les jeunes en entrepreneuriat et leur faciliter un accès à des formations professionnelles. En outre, sur le plan économique, favoriser la mise en place des microcrédits adaptés, assortis des taux d'intérêt abordables et des conditions de remboursement souples pourrait renforcer les capacités d'investissements des acteurs. Par ailleurs sensibiliser et encourager ceux-ci à la culture d'épargne leur permettra d'exercer leurs activités sur le long terme. Aménager des espaces qui leur sont dédiés pour la pratique de leur activité. Enfin, organiser des ateliers de formation et de sensibilisation sur l'importance de la Couverture Maladie Universelle.

3. Discussion

Cette recherche met en lumière les contraintes liées à l'autonomisation des jeunes dans le secteur informel à Brobo. Elle permet d'analyser les obstacles à l'autonomisation économique et sociale des jeunes. Les résultats montrent que 52 % des acteurs sont des artisans. Ces résultats vont dans la logique des travaux de E. M. TINGBE et F. NANGBE (2019, p172). Pour ces auteurs, l'activité de service comme la conduite de moto-taxi (transport) communément appelée *«Zémidjan»* au Bénin, est l'activité la plus pratiquée par les jeunes déscolarisés. C'est une activité génératrice de revenus et d'épanouissement pour ces jeunes. Aussi, les travaux de G. G. D. GNEPEHI (2024, p.172) vont dans le même sens. En effet, pour cet auteur, les activités informelles les plus menées par les jeunes de Toumodi sont les activités de commerce et de services, car ils occupent 80 % des jeunes. De plus, ces résultats sont confirmés par les travaux de recherche de l'Institut Africain de Développement Durable de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (2017, p8). Pour cet Institut de recherche, plus de 90 % des jeunes chômeurs africains exercent dans l'agriculture ou dans de petites activités de services afin de survivre en milieu urbain.

Les résultats montrent aussi que 41 % des jeunes sont du niveau secondaire, 28 % du niveau primaire, 23 % sont analphabètes et 8 % sont du niveau supérieur. Ces résultats corroborent avec ceux de J. K. M. KABUAYI (2018, p11) où les acteurs du secteur informel ont en majorité un niveau secondaire. Selon ces résultats, 67,14 % des acteurs sont du niveau secondaire, montrant effectivement que l'informel est une zone de refuge pour les jeunes diplômés sans emplois. En plus, les résultats de Y. J-A. ASSUÉ et G. G. D. GNEPEHI (2023, p26) révèlent que 48 % des acteurs informels sont des jeunes du niveau primaire, 34 % du niveau secondaire et 18 % sont analphabètes. Pour ces auteurs, la majorité des acteurs sont dans ce secteur à cause d'un manque de moyens financiers des parents. Ces résultats sont mis en évidence par les travaux de I. B. SANOU *et al.* (2022, p224) où 53% des acteurs présents dans le secteur informel sont analphabètes et 20 % sont d'un niveau d'étude primaire. Selon ces auteurs le secteur informel constitue un moyen de résilience pour les acteurs et une stratégie d'insertion sociale.

Par ailleurs, les résultats montrent que les revenus des jeunes sont insuffisants. En effet, 52 % des jeunes ont un revenu mensuel inférieur au SMIG ivoirien qui est de 75 000 FCFA. Ces revenus leur permettent de subvenir à certains besoins, mais les empêchent de joindre les deux bouts. Cette faiblesse des revenus empêche les jeunes de joindre les deux bouts. Cette difficulté est évoquée dans les recherches de C. DELECHAT *et al*. (2020, p54). Pour ces auteurs, les acteurs informels sont confrontés à une faible productivité et une faible croissance économique qui constitue un frein à l'accroissement de leurs activités. Les résultats de recherche de Y. PESQUEUX (2016, p5) viennent appuyer tout ceci. Pour cet auteur, l'insuffisance des revenus oblige certains acteurs à s'endetter, parfois même à prendre des prêts dans un délai de remboursement plus court. De plus, D. AZZOUG et H. BENAMARA (2016, p29) affirment dans leurs travaux que l'emploi informel est caractérisé par la faiblesse des revenus, ce qui a un impact négatif sur l'autonomie financière des acteurs.

En outre, les recherches montrent que les jeunes manquent d'espace propice pour mener leurs activités. Cela se justifie par le fait que 65 % d'entre eux exercent en bordure des voies, 23 % au marché, 6 % à la gare et 3 % devant les marchés. Ceci est aussi confirmé par les travaux de A. L. KOUADIO (2022, p222) où 63 % des activités informelles à Bouaké se pratiquent en bordure des voies, 19 % dans les marchés et 18 % dans les maisons. Par contre dans la ville de Tiassalé, les activités informelles telles que l'artisanat se pratique sur toutes les voies et les rues de la ville occupant ainsi une grande partie de l'espace urbain (M. L. DOUMBIA, 2018, p54). Les acteurs

informels sont de plus confrontés à un manque d'accès aux crédits financiers. En effet, 68 % des acteurs se sont autofinancés pour démarrer leurs activités, 23 % ont été financés par leurs familles, 5 % par des amis, 3 % par des tontines et seulement 1 % par des banques ou autres structures. Cela prouve effectivement que les acteurs sont exclus du système bancaire. C'est ce qu'expliquent les résultats de M. MELEU (2005, p4) où 87 % des acteurs informels sont exclus du système bancaire et d'accompagnement. Cette absence de financement oblige les acteurs à faire partir des associations de tontine non sécuritaire afin de pouvoir se relever en cas de difficultés financières. En outre, les acteurs ne bénéficient pas d'une protection sociale. Dans la ville de Brobo, 97 % des acteurs informels ne sont pas déclarés la CNPS montrant ainsi la vulnérabilité de leurs activités. Ces résultats vont de pair avec ceux de C. BADIANE *et al.* (2004, p13) où les travailleurs ne bénéficient pas d'un régime de sécurité sociale et doivent s'en remettre au bon vouloir du patron ou à des organisations humanitaires. C'est le cas de M. MELEU (2005, p12) où la main-d'œuvre du secteur informel ne bénéficie pratiquement d'aucune prestation. Ces acteurs ne bénéficient pas de cette protection sociale, car ils ne sont pas affiliés à la CNPS. Au regard de ces difficultés, la plupart des acteurs informels décident de ne plus pratiquer l'activité puisqu'elle ne leur permet pas de s'insérer convenablement dans la société.

4. Conclusion

Au regard de tout ce qui précède, il est important de signifier que le secteur informel constitue une alternative au chômage et à la pauvreté des jeunes de Brobo en raison des revenus qu'il génère. Ces revenus issus des activités de ce secteur leur permettent de se prendre en charge et de faire face à leurs besoins quotidiens. Toutefois, ceux-ci dans l'exercice de leurs activités rencontrent d'énormes difficultés à savoir l'accès aux crédits bancaires, un manque d'espace pour la pratique de leurs activités et d'une absence de protection sociale. Toutes ces difficultés entravent la stabilité et l'autonomisation parfaite de ces jeunes. C'est pourquoi l'État se doit de prendre des mesures afin d'améliorer les conditions de travail de ces acteurs et favoriser leur épanouissement.

5. Références bibliographiques

ASSUÉ Yao Jean-Aimé et GNEPEHI Dje Gnamian Gildas, 2023, « Le Secteur informel Comme Alternative au Sous-Emploi des Jeunes dans la Sous-Préfecture de Toumodi », in *European Scientific Journal* (ESJ), Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire, May 2023, Édition Vol 19, n°14, pp.19-34

BADIANE Cheikh, MIELOT Anne-Lise et MALDONADO Carlos, 2004, *Méthodes et Instruments d'appui au secteur informel en Afrique Francophone,* Organisation Internationale du Travail (OIT), Genève, 168p.

DOUMBIA Mariam Lucie, 2018, *Activités artisanales et gestion de l'environnement dans la ville de Tiassalé,* Mémoire de Master, Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire, 132p.

GNEPEHI Dje Gnamian Gildas, 2024), *Analyse géographique de l'accès à l'emploi des populations jeunes dans la Sous-Préfecture de Toumodi (Centre-Sud de la Côte d'Ivoire),* Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire, Thèse de doctorat, 433p.

Institut National de la Statistique (INS), 2005, *Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan : Performances, insertion, perspectives ; Enquête 1-2-3, premiers résultats de la phase 2 ; Troisième trimestre 2002,* PROJET PARSTAT (avec l'appui d'AFRISTAT et de DIAL), INS, Abidjan (Côte d'Ivoire), 48p.

KABUAYI Museyi Jean Kim, 2024, *Contribution du secteur informel à la survie des jeunes chômeurs dans la ville de KANANGA,* École de Management de l'Université de CEPROMAD/Kinshasa, République Démocratique du Congo, 22p.

KOUADIO Amenan Lynda Jocelyne, 2022, *Activités informelles et sécurité sociale à Bouaké,* Mémoire de Master, Université Alassane Ouattara, Bouaké-Côte d'Ivoire, 275p.

KOUAKOU Clément Kouadio, SANGARE Vassy Pierre et BLE Caroline, 2025, *Capital humain et développement local, inadéquation, compétences-emploi et attractivités des villes secondaires de Côte d'Ivoire (Bouaké, Daloa, Korhogo et San-Pedro)*, Papiers de recherche, N°341, Éditions AFD, 92p.

MELEU Mathieu, 2005, *Le secteur informel dans l'agglomération d'Abidjan : Performances, insertion, perspectives, ENQUÊTES 1-2-3,* Premiers résultats de la phase 2, Côte d'Ivoire, INS, 48p.

NANCY Benjamin et MBAYE Aly Ahmadou, 2012, *Les entreprises informelles de l'Afrique de l'Ouest francophone,* Pearson, France, 90p.

SANOU Baba Ibrahim, SÉKA Gédéon Stéphane et ZAH Bi Tozan, 2022, « *Activités informelles et autonomisation des jeunes dans la ville de Bouaflé (Côte d'Ivoire)* », Revue de Géographie de l'Université de Ouagadougou, *N°11, Vol. 2, octobre 2022,* pp.209-227

TINGBE Mazalou Emilia et NANGBE Florentin, 2019, « *Les activités économiques informelles dans la dynamique du développement social à Banté (République du Bénin)*», Revue Internationale de Linguistique Appliquée, de Littérature et d'Éducation, Université d'Abomey-Calavi, Volume 2, Numéro 3, Octobre 2019, pp.167-178

Université Cheikh Anta Diop de Dakar et Institut Africain de Développement Durable, 2017, *Secteur informel, emploi des jeunes dans les pays fragiles et en conflits armés : Étude de cas sur les pays du Sahel,* Wolrd Bank, Washington, 50p.